

« Des mots et des commandements déplacés ». La prise en charge des étudiants vietnamiens du Plan Colombo à l'Université de Montréal (1950–1959)

Daniel Poitras

Chercheur indépendant

RÉSUMÉ

Durant le long après-guerre, le Canada accroît significativement sa participation à l'aide internationale par le biais du Plan Colombo, qui favorise la venue d'étudiants étrangers dans les universités occidentales. Soumis à des règles strictes qui leur enlèvent beaucoup de liberté, ces étudiants sont instrumentalisés à la fois comme futurs agents de développement de leur pays et comme faire-valoir du Canada sur la scène internationale. En nous penchant sur le cas des étudiants vietnamiens à l'Université de Montréal au cours des années 1950, nous démontrons que leur venue a actualisé et parfois durci des préjugés orientalistes dans un contexte de guerre froide où l'éducation des pays et des étudiants du Sud global apparaissait cruciale dans la lutte contre le communisme. Partie prenante de cette entreprise, les universités ont facilité la mise en pratique des objectifs du Plan Colombo en misant sur les rapports de pouvoir, volontiers paternalistes, qui s'imposaient alors sur les campus. Or, loin d'être passifs, ces étudiants ont rusé avec les autorités et déployé des espaces de solidarité qui, malgré les risques encourus pour leurs études, leur ont permis de contester la rigidité des cadres administratifs et idéologiques qu'ils subissaient. Ils ont ainsi préfiguré à leur façon le mouvement de contestation de la jeunesse et le mouvement de décolonisation des années 1960.

ABSTRACT

During the long post-war period, Canada significantly increased its participation in international aid through the Colombo Plan, which encouraged the arrival of foreign students at Western universities. Subjected to strict rules that took away much of their freedom, these students were instrumentalized both as future agents of their country's development and as Canada's promotional assets on the international stage. By examining the case of Vietnamese students at the Université de Montréal in the 1950s, we show that their arrival updated and sometimes hardened orientalist prejudices in a Cold War context where the education of countries and students from the Global South appeared crucial in the fight against communism. As part of this undertaking, universities facilitated the implementation of the Colombo Plan's

objectives by relying on the paternalistic power relations that prevailed on campus at the time. However, far from being passive, these students played cunningly with the authorities and created spaces of solidarity which, despite the risks to their studies, enabled them to challenge the rigidity of the administrative and ideological frameworks to which they were subjected. In their own way, they prefigured the youth protest movement and the decolonization movement of the 1960s.

Introduction

En 1959, onze étudiants vietnamiens de l'Université de Montréal (UdeM) défient ouvertement les responsables canadiens chargés de gérer le Plan pour le développement coopératif économique et social des pays de l'Asie et du Pacifique (Plan Colombo), lancé près d'une décennie plus tôt dans l'objectif d'aider au développement des pays de l'Asie du Sud-Est, notamment grâce à l'envoi d'étudiants dans les universités occidentales. Les onze étudiants protestent contre l'abus de pouvoir et le racisme dont ils sont l'objet et refusent de se soumettre aveuglément aux consignes qui leur sont imposées. Inédite, leur protestation pourrait bien entraîner la perte de leur bourse et le rapatriement immédiat dans leur pays. Qu'est-ce qui les a amenés à ce geste surprenant pour les étudiants étrangers, en général discrets sur les campus? Pour expliquer les raisons de leur fronde, nous examinerons les structures, la mise en pratique et les rapports d'altérité découlant du programme de bourses du Plan Colombo à l'Université de Montréal, tout en tenant compte des enjeux géopolitiques dans lesquels l'aide internationale canadienne s'insère à cette époque¹.

Dès le début des années 1950, la venue d'un grand nombre d'étudiants étrangers boursiers au Canada constitue un défi pour les autorités concernées — celles du Plan Colombo, celles du gouvernement canadien et celles des universités — qui doivent improviser des structures et des règles afin de gérer les nouveaux venus. Dans son étude sur les étudiantes boursières dans le domaine de la santé, Jill Campbell-Miller concluait que le Plan Colombo avait insufflé un sentiment de responsabilité — voire une mission — aux universités canadiennes à l'égard des pays bénéficiaires du Plan, tout en révélant les « *challenges and tensions inherent in fulfilling this mission in the context of differences between the objectives of Canadian officials and those of the fellows themselves* »². Pour encadrer ces étudiants, les responsables du Plan mettent effectivement en place une série de mesures et de contraintes qui révèlent la volonté du Canada d'être, aux côtés de la Grande-Bretagne et des États-Unis, un partenaire fiable pour soutenir les programmes d'aide internationale et pour stopper le progrès du communisme. Pour ce faire, on espère inculquer aux étudiants boursiers des méthodes de travail dites « occidentales » afin d'accélérer la modernisation des pays asiatiques.

Cette inculcation prend une forme spécifique au Québec, compte tenu du rôle de la province dans la francophonie, particulièrement après la guerre d'Indochine (1946–1954), qui diminue l'influence française dans la région et accroît le nombre d'étudiants de cette région au Québec, particulièrement à l'Université de Montréal et à l'Université Laval qui y voient une occasion pour accroître leur influence³. La venue d'étudiants du Vietnam, du Cambodge et du Laos est facilitée par des réseaux

missionnaires canadiens-français déjà bien installés en Asie⁴, ainsi que par les initiatives de diplomatie culturelle menées par le gouvernement canadien⁵, qui entend bien renforcer ses liens et ses échanges avec les pays bénéficiaires du Plan Colombo. Le choix de l'UdeM⁶ oriente jusqu'à un certain point les conclusions auxquelles nous parviendrons : il influence bien sûr la nationalité des nouveaux venus et colore certains préjugés raciaux, mais il serait faux de dire que les étudiants boursiers sont traités différemment au Québec et dans le reste du Canada. Dans les deux cas, et malgré la représentation du Québec comme province sous-développée et victime d'un héritage colonial défavorable, on retrouve une même volonté d'inculquer aux étudiants boursiers des valeurs dites « occidentales », tout en ménageant, au Québec, un espace pour la culture locale — on parle à l'époque de civilisation canadienne-française⁷.

Mais qu'arrive-t-il lorsque les objectifs des étudiants ne concordent plus avec ceux des autorités qui gèrent le Plan Colombo, ou lorsque ces mêmes étudiants contestent les contraintes — et parfois la violence symbolique — qu'ils subissent ? Pour répondre à cette question, le choix d'un milieu universitaire en particulier — plutôt que de traiter des étudiants boursiers en général — permet de cerner plus précisément quels acteurs sont impliqués dans l'exécution du Plan afin de relier une histoire locale (universitaire) à la trame géopolitique qui se noue pendant la guerre froide⁸. Cette approche permet également de comprendre l'évolution des rapports d'altérité à travers le prisme de l'histoire transnationale.

À l'Université de Montréal, tout comme dans plusieurs milieux universitaires canadiens, la doctrine du *in loco parentis* (à la place des parents), qui permet aux administrateurs et aux professeurs d'exercer une autorité volontiers paternaliste à l'égard des étudiants, est au cœur de l'encadrement des étudiants étrangers. Cette approche est renforcée par les préjugés raciaux qui tendent à les infantiliser doublement. Malgré la reconfiguration des relations internationales du long après-guerre, les relations de pouvoir entre le Canada et les pays nouvellement indépendants — et entre les autorités canadiennes ou universitaires et les étudiants provenant de ces pays — sont inégales, révélant des attitudes ambivalentes à l'égard du Sud global et des étudiants étrangers qui en proviennent. Nous avançons que la rébellion des onze étudiants vietnamiens a exposé les liens entre les préjugés orientalistes au Canada et l'idéologie présidant à l'aide au développement international telle qu'incarquée par le Plan Colombo. Plus précisément, nous démontrons que le Plan Colombo a actualisé et durci ces préjugés dans un contexte de guerre froide où l'éducation « à l'occidentale » des pays et des étudiants d'Asie apparaissait cruciale dans la lutte au communisme et dans la démonstration de la capacité du Canada à laisser sa marque sur ces étudiants.

Plus largement, nous verrons que les réactions suscitées par les étudiants étrangers, qui, sans doute à cause de leur statut ambigu, sont passés sous le radar des historiographies canadienne et québécoise⁹, permettent d'éclairer différentes histoires : l'histoire de l'éducation en milieu universitaire, les étudiants étrangers poussant les administrateurs à adapter certains cursus et à révéler leurs *a priori* quant à l'éducation ailleurs dans le monde; l'histoire des migrations, les étudiants étrangers constituant une catégorie flottante qui repousse les limites des séjours temporaires¹⁰; l'histoire internationale, les étudiants étrangers étant des ambassadeurs non officiels qui facilitent les

relations et les échanges entre les États¹¹; ainsi que l'histoire des rencontres culturelles et du racisme, les étudiants étrangers ayant fait des campus de hauts lieux d'interculturalité, et ce, avant l'arrivée de larges groupes d'immigrants non européens au cours des années 1970.

Nous utiliserons principalement les archives institutionnelles de l'Université de Montréal (statistiques, correspondances, procès-verbaux, journaux), et particulièrement les lettres échangées entre les universitaires et les gouvernements, qui révèlent bien les rapports de pouvoir qui se jouaient autour des étudiants étrangers. Nous présenterons d'abord le Plan Colombo avant d'identifier les mécanismes d'encadrement des étudiants boursiers au Canada et à l'Université de Montréal. Malgré la surveillance dont ils sont l'objet, les étudiants boursiers bénéficient du soutien de conseillers dont nous tracerons le profil pour ensuite examiner deux cas : celui d'une étudiante boursière qui défie le gouvernement vietnamien pour changer de programme, et celui de la fronde des onze étudiants vietnamiens que nous avons déjà mentionnée. Nous explorerons enfin cinq pistes pour expliquer cette fronde en repérant et en croisant les transformations qui ont lieu dans le milieu universitaire, dans les politiques en immigration du Canada, dans la sociabilité interculturelle qui émerge alors sur les campus et dans la sphère géopolitique au tournant des années 1960.

Le Plan Colombo

Au début des années 1950, Léon Lortie, directeur du tout nouveau service d'extension de l'enseignement de l'Université de Montréal, reçoit une invitation de la part de la Civil Service Commission du Canada, qui veut le nommer membre du comité aviseur chargé de sélectionner les candidats pour venir étudier au pays dans le cadre du Plan Colombo. Lancé en 1950 au Ceylan à l'occasion d'une conférence incluant l'Inde, le Pakistan, Ceylan, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Grande-Bretagne et le Canada — d'autres pays rejoindront bientôt ce groupe, dont les pays de l'Indochine —, le Plan vise à aider au développement des pays bénéficiaires. Le Canada investit dans deux programmes : 1- l'assistance en capital afin de faciliter l'achat de biens et de services canadiens, par exemple du blé et des locomotives, pour les transporter outre-mer; 2- la coopération technique, plus modeste (elle ne dépasse pas 5 % du budget), qui concerne la circulation des étudiants et des chercheurs. C'est ce second programme qui nous intéresse. Parmi les autres organisations qui offrent des bourses aux étudiants étrangers, dont l'UNESCO et le Commonwealth Scholarship, le Plan Colombo est symboliquement et numériquement la plus importante. Entre 1951 et 1969, 6801 étudiants boursiers — aussi appelés stagiaires — seront reçus au Canada, tandis que 791 experts canadiens seront envoyés à l'étranger¹². Contrairement à d'autres organisations, le Plan vise spécifiquement la formation professionnelle et technique. De fait, la santé, l'ingénierie, l'agriculture et l'éducation sont prédominantes dans les besoins de formation formulés par les pays bénéficiaires, ce qui influence en retour les attentes envers — et les contraintes subies par — les étudiants boursiers.

Le Plan participe d'un mouvement d'aide internationale qui, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale et dans l'esprit de reconstruction de l'époque, mise sur

plusieurs forces pour s'étendre, dont la projection des politiques keynésiennes internes aux États dans la sphère internationale, la lutte contre le communisme — qui vient de s'emparer de la Chine, en 1949 —, et une certaine expérience du temps qui donne confiance en la capacité des contemporains à maîtriser le présent et le futur en vue du meilleur des mondes possibles — les espoirs mis dans la *planification* au cours des années 1950 et 1960 sont caractéristiques de cette expérience¹³. Comme l'écrivait David Webster, « *technical assistance was buoyed up on a wave of postwar optimism that western "know-how" [...] could build a better world.* »¹⁴ Les autorités des pays « donneurs » du Plan, comme le Canada, espèrent bien entendu démontrer la supériorité des démocraties libérales sur le communisme. Les étudiants étrangers, considérés comme l'élite en devenir de leur société, sont au cœur de cette entreprise. Formés en Occident — et, espère-t-on, éblouis par l'Occident —, ils seront d'autant plus, croit-on, reconnaissants et ouverts à tisser des liens politiques, culturels et économiques avec le Canada dans le futur.

Le succès du programme de coopération technique du Plan Colombo repose sur la participation des universités canadiennes : ce sont elles qui orientent les étudiants boursiers, qui s'assurent qu'ils disposent des ressources nécessaires et qu'ils suivent une formation appropriée. Étant donné que les universités ne possèdent pas tous les programmes requis pour ces formations, les étudiants boursiers sont orientés vers les institutions adéquates — l'Université de Toronto et l'Université McGill recevant la majorité d'entre eux. L'Université de Montréal, qui vient de déménager du centre-ville au flanc du mont Royal, en 1942, accroît graduellement sa participation : elle reçoit 50 étudiants boursiers à la fin des années 1950, et 125 à la fin des années 1960¹⁵. Pour tirer son épingle du jeu et contribuer à l'effort canadien d'aide internationale, l'UdeM compte sur l'émergence de pays parlant au moins partiellement le français. C'est le cas des anciennes colonies françaises (Vietnam, Laos, Cambodge), auxquelles s'ajouteront, à partir des années 1960, des pays d'Afrique, du Maghreb et du Moyen-Orient. Le Québec jouit à cet égard d'une posture privilégiée : il peut compter sur des réseaux missionnaires, bien installés en Asie du Sud-Est, qui sont régulièrement en contact avec les autorités universitaires et les dirigeants des collèges classiques. C'est ainsi que des étudiants de cette région viennent étudier au Québec sans bénéficier d'une bourse du Plan Colombo. C'est le cas de Nguyen Xuan Hoa, qui étudie au Collège de Saint-Laurent (alors affilié à l'UdeM) grâce aux démarches du père Emmanuel Jacques, qui s'occupe des intérêts des catholiques vietnamiens en Amérique¹⁶.

Les responsables du Plan Colombo, à Ottawa mais également à New York, ne manquent pas de jouer sur la corde sensible de la francophonie pour accroître la participation de l'UdeM. J.-A. Macdonald, chef du service technique de coopération du Plan, mentionne à Lortie l'« *unique position of Quebec [...] to provide help to that part of the world* »¹⁷. Lortie fait valoir de son côté que le Québec n'est pas, contrairement à la France, suspecté d'adopter une attitude coloniale qui, particulièrement après la guerre d'Indochine, risque de miner la campagne idéologique pour gagner les étudiants étrangers aux valeurs dites occidentales. Et surtout, il rappelle que le gouvernement canadien ne permet pas, contrairement au gouvernement français, aux

étudiants étrangers de s'établir dans leur pays d'accueil après leurs études, pratique qui irrite au plus haut point les autorités du Plan et les pays bénéficiaires¹⁸. Les étudiants vietnamiens en France peuvent en effet choisir l'option de la naturalisation, qui est d'ailleurs nécessaire pour décrocher des emplois là-bas. Cette possibilité, combinée à la guerre qui fera bientôt rage dans leur pays, en incite plusieurs, non sans déchirement, à demeurer en France¹⁹.

L'UdeM entend bien profiter de cette manne d'étudiants qualifiés pour rehausser son rayonnement, à une époque où elle est soupçonnée d'avoir peu d'envergure et d'être mal adaptée à la recherche scientifique. Il faut dire que le corps enseignant est composé largement d'enseignants à temps partiel, ce qui incite les administrateurs à attirer des chercheurs étrangers, qu'il s'agisse de professeurs ou d'étudiants²⁰. C'est pourquoi la très francophone et catholique UdeM acceptera, à l'encontre de ses principes, d'embaucher des professeurs non catholiques et de recevoir des étudiants étrangers qui ne parlent pas le français comme Ishfaq Ahmad, un boursier du Plan Colombo. Accueilli à la Faculté des sciences en 1954, il est le premier étudiant pakistanais à venir y étudier. Les doyens sont particulièrement au fait de l'importance de bien accueillir ces jeunes pionniers. Lorsque les administrateurs, au milieu des années 1950, tentent d'augmenter de 20 % les frais de scolarité des étudiants étrangers, ils sont incités à rebrousser chemin par Lucien Piché, doyen de la Faculté des sciences, qui considère cette hausse nuisible au recrutement de ces « étudiants [qui] sont désirés par les professeurs parce qu'ils aident d'une façon précieuse aux recherches »²¹. Le doyen aura gain de cause, même si certains de ses collègues, dans les facultés professionnelles, resteront méfiants envers les étudiants étrangers, soupçonnés de prendre la place d'étudiants locaux et, éventuellement, de rivaliser avec eux pour des emplois au Québec²².

Surveillance et encadrement

La venue des étudiants du Plan Colombo s'inscrit dans un contexte où les politiques en immigration du Canada sont très restrictives pour les personnes en provenance de l'Asie. La première moitié du XX^e siècle avait été caractérisée par un climat de suspicion envers les étrangers entretenu par le gouvernement canadien. Rappelons qu'en 1923, et jusqu'en 1947, le *Chinese Immigration Act* interdisait aux immigrants chinois l'entrée au Canada—hormis quelques exceptions, dont les étudiants²³. La présence des étudiants vietnamiens est donc exceptionnelle au Canada au cours des années 1950 et 1960; avant l'arrivée des *boat people* à partir du milieu des années 1970, ces étudiants constituent pour beaucoup de Canadiens, particulièrement dans les milieux universitaires, le premier point de contact avec les Vietnamiens. Ces étudiants se démarquent d'autres étrangers au statut temporaire (ouvriers saisonniers, domestiques, etc.²⁴) de par leur statut social et culturel—plusieurs d'entre eux proviennent de milieux aisés—et de par la longueur de leur séjour qui peut aller jusqu'à six ou sept ans. Ces séjours prolongés, au cours desquels ils se créent une nouvelle vie, provoquent chez les étudiants étrangers de nombreux questionnements existentiels liés à cette expérience de l'« entre-deux »²⁵. En ce sens, leur expérience les rapproche

des étudiants réfugiés, qui vivent également cette expérience de l'exil, mais les en distingue également, puisqu'on n'attend pas des étudiants étrangers une pleine intégration à la vie canadienne²⁶.

Pour sélectionner les étudiants boursiers du Plan Colombo, une première ronde est effectuée par les pays bénéficiaires et une seconde par le comité aviseur au Canada, qui tient compte de leur qualification, des besoins techniques du pays d'origine et des ressources universitaires canadiennes. En plus de bénéficier d'une allocation mensuelle²⁷, les étudiants voient leurs frais d'inscription, leurs livres, leurs vêtements et leurs soins médicaux couverts²⁸. Les privilèges matériels du statut de boursier entraînent cependant de grandes attentes envers lui : il fait l'objet d'une surveillance administrative et d'un encadrement rigide qui révèlent à leur tour des préoccupations sociales, culturelles et politiques. Les étudiants étrangers, qui n'ont pas le droit de travailler l'été — à moins de trouver un emploi dans leur domaine d'études, ce qui est très difficile à temps partiel —, doivent être l'objet, selon un comité de l'UdeM chargé d'étudier la question, d'une « surveillance particulière » et se soumettre, sur le campus et en-dehors, à une « autorité qui peut sévir »²⁹.

Ce souci d'encadrement est également manifeste lors du congrès annuel des responsables des inscriptions des universités du Québec et de l'Ontario, qui a lieu le 4 décembre 1953 à Hamilton. Parmi les enjeux soulevés, on mentionne les conditions d'admission des étudiants étrangers, le nombre et le suivi des examens médicaux — à une époque où la tuberculose frappe de nombreux étudiants —, l'importance de s'assurer de leurs ressources financières, la vérification de leur maîtrise de l'anglais et la nécessité d'effectuer un « *political screening* »³⁰. Commentant les points soulevés au congrès, P. T. Baldwin, du département de l'Immigration et de la citoyenneté du Canada, mentionne que le « *Department looks with favour upon this international exchange of students* », mais ajoute que, « *when it is known to a visa officer that a person is associated with subversive elements* », l'entrée devrait lui être interdite. Il admet qu'il s'agit d'un enjeu délicat et qu'il est préférable de ne pas en faire mention dans les dépliants où sont stipulées les règles d'admission, mais il incite fortement les autorités universitaires à dénoncer à Ottawa les individus « *whose actions are undesirable* »³¹.

En plus de subir cette surveillance, les étudiants du Plan Colombo doivent faire approuver leur domaine d'études par leur gouvernement et rédiger des rapports mensuels de leurs activités, ceux-ci déterminant le renouvellement ou non de leur bourse d'une année à l'autre. Des échecs ou de mauvaises notes sont également des motifs d'annulation de la bourse. Les responsables du Plan Colombo rappellent régulièrement aux étudiants que leur objectif n'est pas le *Bildung* — le processus de maturation personnelle et culturelle à travers l'exploration du monde tel qu'on le trouve dans la tradition allemande —, mais l'acquisition de connaissances utilisables dans un domaine spécifique. Cette focalisation contraste avec la figure de l'étudiant étranger, plus ou moins bohème, qui se formait dans les universités étrangères durant la première moitié du XX^e siècle³². Désormais, lorsque les étudiants boursiers se montrent réfractaires ou envisagent de changer de champ d'études, ils se font vite rabrouer par les responsables, qui leur rappellent qu'ils n'ont ni le privilège du tâtonnement ni le

droit de se montrer ingrats, puisqu'ils ont la chance d'obtenir, grâce à leurs études au Canada, un « *status in life which they might not have attained otherwise* », écrit un responsable du Plan³³. En faisant de l'expérience occidentale le *sine qua non* d'une carrière réussie, de tels propos révèlent par ailleurs une méconnaissance et un mépris des possibilités d'ascension sociale dans les pays du Sud global.

Ces contraintes accroissent la vulnérabilité des étudiants boursiers. Le paternalisme qu'ils subissent à l'université — où domine encore, malgré les contestations de plus en plus assumées des étudiants locaux, la doctrine du *in loco parentis* (à la place des parents)³⁴ —, est renforcé par leur statut d'étranger. À une époque où les cultures sont hiérarchisées en fonction de leur avancée ou de leur retard par rapport à l'Histoire, la représentation de l'« autre » tient pour beaucoup à cette classification qui valorise, bien entendu, les pays occidentaux dans la course au progrès. Il en résulte ce que Johannes Fabian nommait le déni de co-temporalité, c'est-à-dire le refus de considérer l'autre dans le même « temps » que soit, ce qui peut justifier en retour une approche raciste, condescendante ou civilisatrice³⁵. Des études supplémentaires seraient nécessaires pour examiner la variété de préjugés raciaux qui ont cours dans les milieux universitaires à cette époque, les quatre plus visibles se manifestant à l'égard des personnes juives, des personnes noires, des personnes arabes et, en ce qui concerne cet article, des personnes asiatiques.

Les pratiques racistes et les préjugés envers les personnes asiatiques ont une longue histoire au Canada et au Québec, particulièrement dans le domaine de l'éducation, qu'il s'agisse de l'imagerie des manuels scolaires où abondent les caricatures dénigrantes³⁶, des relocalisations forcées, des manifestations anti-asiatiques à l'école³⁷ ou carrément de l'internement de citoyens canadiens d'origine japonaise durant la Deuxième Guerre mondiale³⁸. Au cours des années 1950, la méfiance à l'égard des personnes asiatiques, qui seraient particulièrement, selon les autorités, vulnérables aux sirènes communistes, est actualisée par le contexte géopolitique de l'époque, notamment à la suite de l'expulsion des missionnaires canadiens-français en Chine³⁹ et de la guerre de Corée — qui rapproche le Canada des États-Unis dans la guerre froide, malgré la méfiance des Canadiens français, opposés à l'envoi de troupes et craignant une nouvelle conscription⁴⁰.

Dans le milieu universitaire, les préjugés découlant de l'orientalisme perdurent au cours des années 1950; ils sont en fait actualisés et même justifiés par l'aide au développement mise en branle par des initiatives telles que le Plan Colombo, qui donnent aux universitaires occidentaux le rôle d'éducateurs de la planète. Ce sentiment de mission touche non seulement les administrateurs et les professeurs, mais également les étudiants. Dans une invitation à un « gala japonais » dans le journal étudiant *Quartier latin*, on peut lire : « Rapprochons-nous de l'Orient et il nous révélera les trésors de sa civilisation [...] Étudiants de notre Université française, occupons-nous de ces nouveaux [...] ; tâchons de nous les assimiler si nous ne voulons pas que d'autres s'en emparent »⁴¹. *D'autres*, ici, renvoient bien sûr aux communistes. Malgré la réticence de plusieurs étudiants locaux envers l'anticommunisme exacerbé de leurs aînés, la plupart des étudiants entendent bien, au cours des années 1950, mener le combat idéologique du côté des pays libéraux et capitalistes⁴².

Ce rôle d'éducateur sera énoncé dans des termes moins simplistes au cours des deux décennies suivantes, notamment dans le sillage de la création du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO), qui enverra de nombreux spécialistes canadiens partout dans le monde au cours des années 1960 — prolongeant ainsi un esprit d'apostolat international hérité des mouvements de jeunesse catholiques et des missionnaires⁴³. Ces séjours, combinés à la venue de nombreux étudiants asiatiques sur les campus, transforment ce que David Webster appelle la « carte mentale » des universitaires, c'est-à-dire leur façon d'imaginer le monde au-delà de la validité de leurs repères géographiques et culturels. En attendant, non seulement la « *Canadian mental map still vie[w] Asia as irremediably different* »⁴⁴, mais elle amène à amalgamer des pays aussi différents que le Japon, le Vietnam et le Pakistan au sein d'une même « civilisation ».

Ce penchant est manifeste dans le discours d'un professeur de physique de l'UdeM, Pierre Demers. Dans son rapport envoyé aux responsables du Plan Colombo, il critique vivement les progrès d'Ishfaq Ahmad, l'étudiant pakistanais sous sa supervision. Il se plaint de son adaptation (après six mois, il ne parlerait pas encore le français parfaitement !) et de ses capacités, et n'hésite pas à identifier de nombreux facteurs pour expliquer ces déficiences, dont la chaleur, l'Islam et les traditions scolaires inadéquates de l'« Asie », qui créeraient une culture de l'obéissance et interdiraient toute innovation. Il considère que les étudiants de cette région devraient venir en Occident — il propose même de les former dans les collèges classiques du Québec — afin d'acquérir l'éthos indispensable au relèvement de leur civilisation, jugée stagnante⁴⁵. Si des propos aussi explicites sont rares dans les archives universitaires à cette époque, ils n'en reflètent pas moins, outre les préjugés raciaux, l'ambition de l'UdeM de jouer un rôle plus grand dans l'éducation internationale. Au cœur de cette ambition se trouvent des personnes qui, tout comme les étudiants étrangers, ont peu retenu l'attention de l'historiographie : leurs conseillers.

Les conseillers

« Vous êtes le premier contact que j'ai avec le Canada [...] tout mon avenir dépendra de vos conseils »⁴⁶. C'est ainsi que l'étudiant vietnamien Dinh Hoang Diêp s'adresse à Léon Lortie dans une longue lettre exprimant son désir d'étudier au Québec. Tout en le complimentant sur son français, Lortie prend bien soin d'aiguiller l'étudiant dans les dédales administratifs pouvant mener à l'obtention d'une bourse. C'est par la force des choses que Lortie, professeur de chimie, est devenu l'antenne internationale de l'Université de Montréal au début des années 1950. Souvent mandaté pour représenter l'Université un peu partout dans le monde, en Asie notamment, il est nommé en 1952 directeur du service d'extension de l'enseignement — qu'il a mis sur pied et dont il est le seul employé. Le rôle de ce service est, comme son nom le suggère, éminemment extensible, de la gestion de cours du soir aux relations avec différentes organisations montréalaises, canadiennes et internationales, en passant par la supervision des étudiants étrangers. La nouveauté de ce service et l'absence de précédents en la matière expliquent le caractère improvisé de certains gestes et politiques des administrations universitaires dans la gestion des étudiants étrangers.

Sans s'accorder lui-même cette étiquette, Lortie fait partie d'un petit groupe pionnier, celui des conseillers auprès des étudiants étrangers dans les universités canadiennes⁴⁷. Malgré d'importantes différences quant à leur statut, aux moyens et au temps dont ils disposent, ces conseillers ont en commun d'interagir — *in situ* ou par correspondance — avec les étudiants étrangers afin de les guider dans leur séjour au Canada, à une époque où les services qui leur sont offerts sont rares ou inadaptés. Pour pallier ces lacunes, des initiatives locales et nationales voient le jour partout au pays, particulièrement sous l'impulsion de l'organisation *Friendly Relations with Overseas Students* (FROS), créée au tournant des années 1950, qui publie des bulletins pour informer les conseillers des initiatives prises par leurs collègues au Canada, sur le développement des maisons internationales, sur les politiques gouvernementales et sur les projets des étudiants étrangers eux-mêmes. Si FROS a peu d'impact au Québec, elle sera déterminante dans l'accueil des étudiants étrangers dans le reste du Canada et particulièrement en Ontario⁴⁸. À l'Université de Montréal, il faudra attendre le milieu des années 1960 pour qu'un service, bien modeste, soit consacré à l'accueil des étudiants étrangers.

Tout en apprenant sur le tas, ces conseillers, qui doivent exercer de façon *ad hoc* leur autorité, développent une grande polyvalence. Aux États-Unis, un collègue de Lortie décrivait de façon colorée leur rôle : « *The first foreign student advisers had to improvise and learn a great deal themselves [...] There are days and nights in the life of the foreign adviser when he undoubtedly feels as his real-life role takes on the drama, the living color, of a James Bond movie, complete with disappearing aliens, lost passports, immigration inspectors, embassy intrigue, and External Affairs communiqués.* »⁴⁹ Le rôle de Lortie l'amène à développer un réseau étendu : il est en contact avec les autorités qui gèrent le Plan Colombo au Canada, les étudiants étrangers, leurs familles, les unités académiques, les gouvernements canadien et étrangers, les entreprises (pour d'éventuels stages), sans parler des chercheurs et des professionnels qu'il contacte pour des contrats offerts par différentes organisations internationales, dont le Plan Colombo et l'UNESCO, pour contribuer au développement international. Lortie est d'ailleurs sollicité à plusieurs reprises pour défendre des étudiants étrangers auprès de ces organisations, dont Anne Barthélémy, étudiante haïtienne à l'Université de Montréal, qu'il appuiera pour qu'elle se fasse rembourser ses frais médicaux après qu'une difficile adaptation au Québec eut entraîné son hospitalisation⁵⁰.

L'approche de ces conseillers ressort d'autant plus lorsqu'on la compare avec celle des responsables du Plan Colombo, à Ottawa, ou avec certains administrateurs et professeurs universitaires, qui tendent à adopter des postures moins flexibles lorsque surgissent des difficultés quant à la formation ou à l'acculturation aux valeurs occidentales qui est attendue des étudiants boursiers⁵¹. C'est ce que révèle la correspondance entre Lortie et les responsables nationaux du Plan, dont G.-A. Plante, employé au Service de la coopération technique du ministère du Commerce au Canada, mis en place en 1951 pour superviser les étudiants boursiers. Lorsque Le Thien Ngo et Le Tuong Khanh, étudiants à l'École polytechnique (affiliée à l'UdeM), décident de suivre des cours de russe, Plante le leur déconseille fortement sous prétexte que ces cours ne contribuent pas à leur formation⁵². À une époque où l'URSS offre elle aussi

des bourses d'études, il est impensable de permettre aux étudiants boursiers de suivre de tels cours. Lortie, lui, est moins catégorique; il mentionne aux étudiants qu'ils « sont tout à fait libres de suivre le cours à leurs propres frais »⁵³. Tout autant que les cours de russe, les responsables et les conseillers craignent l'oisiveté des étudiants étrangers pendant les vacances d'été. La réputation de Montréal, qui aurait une mauvaise influence sur les étudiants en leur offrant des plaisirs illicites, y est pour quelque chose⁵⁴, mais c'est surtout le danger des regroupements qui est souligné. Pour Lionel Lemay, vice-recteur à la vie étudiante, les étudiants étrangers, lorsqu'ils passent trop de temps ensemble, risquent de « créer des foyers de dissension ou, le plus souvent, de nostalgie collective, de mécontentement parfois explosif et de critique le plus souvent corrosive »⁵⁵. C'est la raison pour laquelle Lemay s'oppose fermement à la construction d'une maison internationale à l'UdeM, malgré les vœux des étudiants étrangers.

C'est Léon Lortie qui est à l'origine de l'initiative d'occuper les étés des étudiants boursiers, grâce à un programme organisé par son service d'extension et financé par le Service de l'Aide extérieure du gouvernement canadien. Pour les étés 1958 et 1959, le conseiller propose un programme varié : « Cours de civilisation occidentale » (90 heures), « Direction générale » (75 heures), cours d'anglais (30 heures), « Orientation, ressources, industries, administration » (18 heures), donné par Lortie lui-même, « L'économie canadienne » (6 heures) et « L'organisation industrielle » (6 heures)⁵⁶. Ce programme est une autre occasion pour Lortie, qui a souvent été l'ambassadeur de l'UdeM à l'étranger, de faire connaître le Québec et le Canada dans le monde⁵⁷. Le savoir théorique n'est cependant pas suffisant aux yeux de Lortie, qui inclut dans le programme une expérience du territoire afin de sortir les étudiants étrangers du campus et de la ville. Son initiative révèle l'espoir qu'un séjour au Canada transforme les étudiants étrangers grâce à ce que Dale M. McCarthey appelait une « *exposure to the perceived superiority of Canadian society* »⁵⁸. À Toronto, on se plaint que plusieurs étudiants étrangers retournent chez eux « *never having swam in a lake, never having seen the north country, never having had a glimpse of French Canada* »⁵⁹. Pour pallier cet isolement, Lortie organise une grande expédition en juin et en juillet. Il espère les imprégner de la vie canadienne-française en leur faisant visiter l'habitant, en leur montrant quelques industries de pointe (hydro-électricité, aluminium...) et en les emmenant, sur une note plus légère, au Zoo de Granby. Si on ignore l'appréciation des étudiants de ces périples, on en sait davantage sur l'aventure de leurs successeurs, sept ans plus tard. Ils seront alors une trentaine à se rendre au Festival du Folklore international à Saint-Frédéric, en Beauce, à Rimouski, à l'île Bonaventure et dans la vallée de la Matapédia⁶⁰.

Choisir son itinéraire

Malgré leur faible marge de manœuvre, certains étudiants étrangers peuvent compter sur divers appuis dans leur pays d'origine, à commencer par celui de leur famille. C'est le cas de l'étudiante vietnamienne Alice Ho Van Hap, qui fait partie d'une catégorie difficile à débusquer dans les archives : celle des étudiantes étrangères. Contrairement aux étudiantes locales, qui utilisent des comités et le journal étudiant



Légende : Visite d'étudiants vietnamiens à l'Imperial Tobacco Company of Canada, sous la supervision d'un professeur de l'École polytechnique. Source : Archives de l'UdeM, D0037/1fp03451-0002.

Quartier latin pour critiquer le sexisme et la discrimination dont elles sont victimes sur le campus⁶¹, les étudiantes étrangères ont peu de moyens de faire entendre leurs voix et, par conséquent, peu de visibilité. Il faut dire que la construction de la catégorie « étudiant étranger » laisse alors peu de place aux enjeux du genre — ce qui sera aussi le cas lors de l'émergence du mouvement étudiant au cours des années 1960. Leur nombre n'est pourtant pas négligeable à l'UdeM : elles seront 184 sur 777 étudiants étrangers en 1963–1964, soit 23 %⁶². Elles subissent la doctrine du *in loco parentis* encore plus fortement que les hommes et courent le risque de se faire infantiliser par les administrateurs, par les professeurs et même par les autres étudiants. Elles testent aussi les limites de la flexibilité des conseillers.

En 1959, Alice Ho Van Hap, boursière du Plan Colombo, choisit, avec l'accord de son gouvernement, d'étudier à l'Institut d'agriculture d'Oka, affilié à l'UdeM. Pour discuter de son cas, Lortie correspond avec Plante, qui lui écrit : « je crains que Mlle Ho Van Hap ne se sente dérouter[e] à Oka [où il n'y a que des hommes] »⁶³. Les deux hommes lui demandent de renoncer à l'Institut. Elle propose alors d'étudier en biologie, mais Lortie lui conseille plutôt de faire un baccalauréat ès sciences, plus général, puisqu'« une femme en effet ne saurait avoir besoin de tous les cours qui sont au programme d'un cours régulier d'agriculture et non plus de tous ceux qui font partie du programme d'un cours spécialisé en biologie. Je suppose que certains

cours de nutrition, etc. feront mieux son affaire »⁶⁴. Ces discours prescriptifs sur les capacités des étudiantes, avec à la clé certaines disciplines associées au *care* (comme sciences infirmières, diététique ou nutrition), sont communs à l'université⁶⁵. De fait, à la fin des années 1950, la majorité des étudiantes étrangères boursières sont inscrites en soins infirmiers à l'Institut Marguerite d'Youville, lui aussi rattaché à l'UdeM.

Alice Ho Van Hap ne baisse cependant pas les bras. Elle tente, cette fois-ci avec l'accord de Lortie, d'intégrer la Faculté de pharmacie, où elle est acceptée grâce à un dossier académique impressionnant. Mais ce changement d'itinéraire ne plaît pas du tout au gouvernement vietnamien, qui écrit à la jeune femme : « Si vous persistez dans votre désir de changer vos études, le Conseil se disposera à prendre la décision de vous rappeler. »⁶⁶ En apparence anodin, le choix des études a effectivement des implications nationales. Dès son entrée au pouvoir, le gouvernement du Vietnam du Sud, dirigé par Ngô Đình Diêm (1955–1963), s'était donné trois objectifs : lutter contre le communisme, contre le sous-développement et contre la désunion. Le Vietnam du sud, bastion crucial de la guerre froide, est de plus l'objet d'une attention soutenue des États-Unis, qui y investissent des ressources et y diffusent une idéologie de la modernisation misant pleinement sur l'augmentation de la productivité agricole⁶⁷. Cette focale, alors que la menace communiste au nord du pays s'amplifie, explique sans doute pourquoi la bifurcation d'Alice Ho Van Hap est mal reçue, d'autant plus que le Vietnam du Sud est habitué d'envoyer des étudiants en agriculture au Québec—au milieu des années 1950, 40 étudiants vietnamiens s'étaient rendus à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-La-Pocatière, affiliée à l'Université Laval⁶⁸.

La situation inquiète le père de l'étudiante, tandis que la mère tente de convaincre les autorités vietnamiennes de se montrer conciliantes. Elle demande également à Lortie, en faisant appel au *in loco parentis*, de veiller sur sa fille : « C'est la première fois qu'Alice nous quitte pour aller au loin. Depuis son plus jeune âge, nous ne l'avons pas quittée d'un pas : c'est vous dire qu'il lui manque beaucoup d'expérience [...] Très docile, je suis sûre qu'elle saura profiter des sages conseils que vous lui prodiguerez. »⁶⁹ Malgré cette docilité avérée, l'étudiante n'a pas l'intention de se plier aux vœux de son gouvernement : elle tient « énormément à obtenir le baccalauréat et même la maîtrise en pharmacie »⁷⁰. Cet entêtement agace par ailleurs les responsables du Plan, qui ne veulent pas créer un précédent en laissant croire que « *other Vietnamese students will be permitted to change fields of studies after they have arrived in Canada.* »⁷¹ Après tout, l'attrait du Canada comme destination propice aux boursiers en dépend, tout comme sa réputation comme « *soft power* » fiable dans le jeu politique international.

Les efforts de la mère, qui utilise son réseau et son influence, et ceux de Lortie, qui écrit de nombreuses lettres pour rassurer le gouvernement du Vietnam du Sud, portent fruit : les autorités vietnamiennes permettent à l'étudiante d'étudier en pharmacie jusqu'au doctorat afin qu'après ses études, elle enseigne à la Faculté de pharmacie de l'Université de Saïgon. Ce succès révèle l'importance des tractations en coulisse dans le dénouement des conflits, pratique qui se vérifie également dans d'autres pays, notamment en Inde, où les négociations politiques locales jouent un rôle clé dans la sélection des candidats boursiers, au détriment de ceux qui n'ont pas d'appui⁷². « Du fond de mon cœur, je vous dis : GRAND MERCI »⁷³, écrit le père à Lortie, avec

lequel la famille Ho Van Hap nouera des liens par la suite, par l'entremise de lettres personnelles, de visites et de cadeaux. À l'UdeM, l'étudiante ne déçoit pas les attentes mises en elle : « très intelligente et très studieuse », et particulièrement « qualifiée », elle « fait grandement honneur à notre Faculté »⁷⁴. Elle poursuivra ses études à la maîtrise à l'Université de Toronto et au doctorat à l'Université Laval⁷⁵. Malgré ce dénouement, les responsables du Plan Colombo n'ont pas fini d'entendre parler des étudiants vietnamiens.

La fronde des étudiants vietnamiens

La transition effectuée par Alice Ho Van Hap, si elle dérogeait à ce qui était prévu initialement, ne remettait pas en question l'autorité des responsables canadiens du Plan Colombo, ni la bonne volonté de l'étudiante d'acquiescer à une formation en Occident. La situation est différente lorsque les étudiants boursiers soulèvent la pertinence des initiatives, le plus souvent improvisées, des responsables pour les « éduquer ». À la fin des années 1950, les boursiers du Plan Colombo se font proposer un stage d'été (sans salaire) au ministère des Travaux Publics, soit dans des laboratoires, soit dans des entreprises de construction situées dans différentes villes canadiennes. Plante, qui a organisé le tout, leur écrit : « Point n'est besoin de vous faire comprendre l'importance de vous présenter sous votre meilleur jour afin de faire bonne impression. Je crois fermement que vos confrères du Vietnam, du Cambodge et du Laos et vous-mêmes êtes fort désireux de tirer tout le profit possible des occasions ». Tout en présumant du désir des étudiants, le responsable ajoute : « Nous ne verrions pas d'un très bon œil un étudiant qui ne ferait pas tout son possible pour faire bonne impression lors de l'entrevue ». Il affirme enfin, craintif de la période estivale montréalaise, que les boursiers « ne devraient pas demeurer oisifs durant la période des vacances »⁷⁶.

L'affaire aurait pu en rester là, mais contre toute attente, et malgré les risques encourus, onze étudiants vietnamiens manifestent ouvertement leur désapprobation. Dans une lettre collective, ils commentent et critiquent les propos de Plante tout en révélant leur inconfort à se soumettre à une autorité qu'ils jugent abusive. Ils sont disposés à accepter, sans salaire, des stages « visant essentiellement et avant tout une fin purement et directement instructive », mais non pas ceux qui ne sont « ni directement ni entièrement instructifs, surtout pour les étudiants n'appartenant pas au génie civil ». Ils sont prêts par ailleurs à suivre tout stage *rémunéré*, peu importe le domaine. En mettant en commun leurs souvenirs et leurs archives, ils rappellent à Plante qu'en 1956, il leur avait dit que s'ils trouvaient un emploi au fédéral, ils auraient droit au montant le plus élevé entre leur allocation de boursier et le salaire associé à cet emploi. Dans leur réplique, les étudiants vietnamiens se prévalent également d'une certaine expertise quant aux besoins de leur pays : « Plutôt que d'employer nos quatre mois à acquiescer à une expérience pratique trop secondaire [...], nous entendons consacrer plus utilement notre temps à approfondir une étude spécifique, ou à préparer un projet particulier, laquelle étude et lequel projet auront l'avantage de répondre exactement et directement aux besoins de notre pays. »⁷⁷ Même s'ils sont bien fondés, de tels propos remettent directement en question la croyance selon laquelle les responsables

du Plan savent nécessairement ce qui est bon pour développer les pays du Sud global.

Mais ce qui irrite encore plus les onze Vietnamiens est le soupçon d'oisiveté exprimé par Plante. Face à ses mots incriminants, ils répondent : « En toute circonstance, nous croyons pouvoir vous affirmer que nous ne restons jamais oisifs. » Ils vont plus loin et osent dénoncer le ton que le responsable a employé : « nous remarquons avec regrets qu'il a été laissé glisser [sic] dans vos lettres des mots et des commandements déplacés. Espérons que ceci ne se répétera plus dans l'avenir.⁷⁸ » Leur attitude est doublement subversive : ils revendiquent une agentivité qui leur est pratiquement confisquée par le Plan, tout en réclamant le respect sur un ton incompatible avec l'attitude humble et obligeante qui est alors attendue des étudiants dans un contexte où s'impose encore la doctrine du *in loco parentis*. Il faut dire que les étudiants étrangers, contrairement à ce que plusieurs responsables semblent penser, ne sont ni des pages blanches prêtes à recevoir le savoir d'universités pourvoyeuses de connaissances, ni des jeunes gens qui, sortant des collèges classiques ou des *high schools*, viennent d'entrer à l'Université. Plusieurs ont la mi-vingtaine ou même la mi-trentaine, certains ont occupé des emplois, d'autres sont mariés et ont des enfants.

Plante est visiblement ébranlé par la lettre des étudiants vietnamiens. Il s'en plaint à son supérieur, J.T. Hobart, chef de la division de la formation du ministère du Commerce, qui se charge d'écrire aux onze étudiants. Il ne cache pas sa consternation : « Les termes et le ton de cette lettre, permettez-moi de vous le dire, m'ont renversé. » Hobart les accuse d'ingratitude et les compare aux autres étudiants du Plan, qui auraient, eux, accepté l'offre de stage : « seuls les Vietnamiens ont trouvé à redire » et ont insulté Plante, qui ne « mérite pas les remarques désobligeantes que vous lui adressez ». Il leur rappelle que leur bourse n'est pas un droit mais un privilège, que leur contrat stipule qu'il faut « accepter les instructions et les conditions imposées par [leur] Gouvernement et par le Gouvernement donateur », sans quoi la bourse sera annulée. Il leur explique ensuite sans détour que les stages n'ont pas seulement pour objectif de les former, mais aussi de leur apprendre à obéir : « En Amérique du Nord, nous estimons que c'est, pour tout étudiant qui espère devenir chef, la seule façon d'apprendre à bien donner des ordres et à apprécier la façon dont ces ordres sont reçus. »⁷⁹ Ces propos confirment à quel point à cette époque, « *Canadian aid efforts bespoke an abiding concern to inculcate a capitalist work ethic based on patriarchal notions of the wage earner.* »⁸⁰ L'indiscipline des étudiants devient ici la métonymie de l'Orient, soupçonné de désorganisation ou d'inefficacité et nécessitant la discipline d'un pays comme le Canada.

La fronde des étudiants vietnamiens survient à un moment où le Canada accroît fortement l'aide envoyée au Vietnam du Sud par le biais du Plan Colombo. Cette aide, qui se chiffrait à 42 347 \$ en 1957, atteint 308 335 \$ un an plus tard⁸¹. Il est possible que cet investissement, à un moment où la guerre froide entre dans une phase de réchauffement caractérisée, en 1959, par la révolution cubaine et la crise de Berlin, ait durci les attentes envers les étudiants boursiers et, par extension, justifier de telles réprimandes. De fait, après l'admonestation, Hobart utilise la menace : « J'ai le regret de vous dire que vous ne nous laissez pas d'autre parti à prendre que d'interrompre, à compter du 1^e juin 1959, le versement de l'allocation ». Pour la recevoir

de nouveau, ils devront accepter sans redire les stages qui leur sont offerts, tout en écrivant, individuellement, une lettre d'excuses à Plante⁸². En brisant leur volonté, Hobart entend bien leur apprendre l'obéissance. Dans leur réponse, les étudiants vietnamiens s'excusent d'avoir blessé Plante et adoptent un ton conciliant, mais ils n'hésitent pas à réaffirmer, malgré le déséquilibre flagrant dans leur relation de pouvoir, leurs observations initiales⁸³.

Lortie, de son côté, acquiesce aux remarques de Hobart, révélant ainsi les limites de sa sympathie envers les étudiants boursiers. Il prend pourtant bonne note de l'incident. Quelques semaines plus tard, il écrit à un doyen pour l'avertir qu'il faut ménager l'honneur de ces boursiers, puisque ces « étudiants sont de race jaune et il est important qu'ils puissent "ne pas perdre la face." »⁸⁴ Ce scrupule culturel, tout en révélant un autre préjugé sur les personnes d'origine asiatique, illustre néanmoins une certaine volonté d'adaptation. Le doyen en question, Esdras Minville, confie à Lortie être lui-même dépourvu devant la « mentalité » d'un étudiant asiatique inscrit à sa faculté. Plutôt que d'intervenir lui-même, il compte le référer à un autre universitaire, non mentionné, qui « a passé plusieurs années en Orient et qui, par suite, a plus de chance que nous autres professeurs de connaître la mentalité des Orientaux. »⁸⁵

Le basculement du tournant des années 1960

Exceptionnelle, la fronde des étudiants vietnamiens peut néanmoins être expliquée à l'aide de cinq facteurs contextuels qui attestent des transformations qui affectent, au tournant des années 1960, la situation des étudiants étrangers.

Le premier facteur concerne le statut des étudiants étrangers en tant que représentants de leur pays, au moment où différentes autorités insistent non plus seulement sur la *formation*, mais également sur la qualité de l'*accueil*. Paul Martin, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, reconnaît ainsi les déficiences du Canada : « *our feelings of real hospitality towards foreign students have not always been fully matched by our performance* »⁸⁶. L'enjeu n'est bien sûr pas d'abord philanthropique ; on espère que ces étudiants, bien accueillis, seront d'autant plus favorables au Canada lorsqu'ils occuperont des postes importants dans leur pays. Habilement, les onze étudiants vietnamiens insistent justement sur le fait que « notre séjour d'études ici sous les auspices du gouvernement canadien constitue le premier contact direct entre nos deux peuples »⁸⁷. En sous-entendant que la façon dont ils sont traités rejaillit sur ces relations, ils misent sur leur statut d'ambassadeurs non officiels, selon une appellation utilisée pour désigner les étudiants étrangers en Amérique du Nord. Ce statut est renforcé par la valorisation de leur influence dans le monde en tant que « cultural carrier »⁸⁸, c'est-à-dire en tant que participant à la diffusion et à la rencontre des cultures à une époque où, en pleine guerre froide, les mouvements pacifistes prennent de l'ampleur.

Ce statut d'ambassadeur non officiel gagne en importance à mesure que les universités deviennent de hauts lieux de diplomatie culturelle. Lorsqu'elles accueillent des délégations étrangères, souvent à la demande du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, les universités n'hésitent pas à faire participer les étudiants

étrangers à la réception des dignitaires⁸⁹. En 1958, l'UdeM avait reçu coup sur coup deux délégations vietnamiennes, dont l'une du ministère des Affaires extérieures et l'autre du recteur de l'Université nationale de Saïgon. Durant leurs séjours, les deux hommes avaient rencontré les étudiants vietnamiens de l'UdeM et de l'Université McGill. Pour la première visite, le service international de Radio-Canada avait enregistré la rencontre pour une rediffusion au Vietnam. Ces rencontres et cette visibilité, tout en entraînant une augmentation du nombre d'étudiants vietnamiens à l'UdeM (ils seront 119 en 1966–1967), accroissent leur importance et compliquent leur représentation comme de simples ressources humaines en formation. C'est seulement à partir des années 1990 qu'ils seront considérés comme des ressources économiques pour les universités canadiennes⁹⁰.

Un autre facteur pour expliquer l'audace des onze étudiants boursiers est l'ouverture de leur horizon d'attente en tant que migrants. Au fait des possibilités de leurs compatriotes qui étudient dans d'autres pays, ils vivent d'autant plus difficilement cette disparité qu'ils « comparent leur sort à celui des étudiants indochinois qui vivent en France et qui jouissent d'une très grande liberté »⁹¹. Si la naturalisation est beaucoup plus compliquée au Canada, les politiques en immigration s'assouplissent petit à petit, notamment pour les personnes en provenance de l'Asie, ce qui ouvre une nouvelle porte aux étudiants étrangers, d'autant plus que le Canada a besoin de personnel qualifié⁹². Cette ouverture se vérifie particulièrement dans le cas du personnel en santé, au risque de mettre à mal les objectifs du Plan Colombo et de contribuer à la fuite des cerveaux des pays émergents vers le Canada⁹³. C'est pourquoi les étudiants boursiers ne peuvent excéder l'année de stage qui leur est permise après leurs études, et ce même s'ils se sont construits une vie au Canada. C'est le cas de Quan Tuanh, ancien boursier du Plan Colombo et diplômé de l'École polytechnique. Après avoir effectué son année de stage chez Hydro-Québec, il est menacé d'expulsion par le gouvernement canadien. Or, il a entretemps épousé Costanza Artero, une étudiante étrangère comme lui. Ensemble, ils ont eu un enfant. Les deux époux font appel de la décision, mais en vain ; le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration est inflexible : Quan Tuanh devra retourner au Vietnam, malgré la guerre qui y sévit, et Costanza, elle, sera rapatriée en Italie. Leur enfant, né en sol canadien, pourrait bien se retrouver dans les services d'adoption. Toutefois, une intervention directe du ministre, Jean Marchand, leur permettra d'obtenir un sursis⁹⁴.

Un troisième facteur concerne la tendance, repérable partout au Canada, des étudiants étrangers à se regrouper, soit sous la forme d'associations réunissant des étudiants d'un même pays ou d'un même continent—c'est le cas à l'Université McGill et à l'Université de Toronto—, soit au sein d'associations interculturelles comme à l'Université de Montréal. Il est probable que les onze étudiants vietnamiens n'auraient pas tenu tête aux responsables du Plan Colombo s'ils avaient agi individuellement. En partageant leur expérience et en mettant en commun leurs griefs et leurs attentes, ils ont montré un front commun. Cet espace de partage informel se structure d'ailleurs la même année, en 1959, avec la naissance de l'Association des étudiants étrangers de l'Université de Montréal, aussi connue sous le nom de *Cosmopolis*⁹⁵. L'Association, qui regroupe des étudiants de dizaines de nationalités

différentes, deviendra un acteur sur la scène politique étudiante au cours des années 1960, protégeant les siens, contestant les pratiques racistes et discriminatoires, et allant jusqu'à défier la puissante Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM). Très impliqués dans Cosmopolis, les étudiants vietnamiens organiseront bientôt des « soirées vietnamiennes » sur le campus, collaboreront avec l'Association des étudiants vietnamiens du Canada (fondée en 1957), réclameront des droits au gouvernement québécois, dont l'assurance-hospitalisation pour tous les étudiants étrangers (et non seulement les boursiers), et planifieront des événements ouverts à la population, dont la fête du Têt (le Nouvel An vietnamien).



Légende : Étudiants lors d'une réception organisée en 1958 par les Amitiés universitaires, un groupe qui favorisait les échanges culturels et religieux entre les étudiants étrangers sur le campus de l'UdeM. Source : Archives de l'UdeM, D0037/1fp03553-0001.

Le besoin d'affirmation et d'émancipation de la jeunesse constitue un autre facteur ayant favorisé la fronde des étudiants vietnamiens. Les étudiants locaux, qui défient constamment les autorités cléricales et conservatrices de l'Université et du gouvernement, n'ont de cesse, au cours des années 1950, de décrier la doctrine du *in loco parentis*, qui prend la forme selon eux d'une autorité morale abusive qui les infantilise et refuse de reconnaître leur apport individuel et collectif. Si nous n'en sommes qu'au tout début de ce mouvement d'affirmation, il ne faut pas sous-estimer la mobilisation précoce du campus de l'UdeM à cet égard, qui constitue un fer de lance du mouvement étudiant au Canada et même en Amérique du Nord. C'est là qu'a lieu la première grève étudiante générale dans une université canadienne, en 1958, et là également qu'éclot l'idéologie du syndicalisme étudiant, empruntée de France, qui mise sur l'autonomie, la responsabilisation et la participation sociale de l'étudiant⁹⁶. Les étudiants étrangers sont influencés par ce climat contestataire

qui légitime en quelque sorte les critiques et les revendications de toutes sortes. On peut supposer que ce climat rend d'autant plus pénibles—et anachroniques—les contraintes qu'ils subissent.

Le cinquième facteur concerne les mouvements de décolonisation dans le monde, qui gagnent en rythme à la fin des années 1950 et trouvent un terreau fertile à l'Université de Montréal, qui sera d'ailleurs l'un des premiers bastions du mouvement indépendantiste québécois au cours des années 1960⁹⁷. Les liens sont nombreux entre les étudiants montréalais et les étudiants cubains et algériens, générant une solidarité étudiante dépassant les frontières et transformant le campus en lieu de réflexion sur la décolonisation et, à l'occasion, de militance⁹⁸. Les étudiants étrangers, qui se considèrent de plus en plus comme les « antennes internationales » de l'Université, sont au cœur de cette réflexion : ils publient des articles dans le *Quartier latin* et organisent des conférences et des débats sur la décolonisation afin de susciter la réflexion des étudiants locaux à propos des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres⁹⁹. Avant que le Vietnam ne devienne, à partir du milieu des années 1960, l'un des enjeux internationaux les plus mobilisateurs chez les étudiants dans le monde et au Canada¹⁰⁰, on remarque déjà, chez les étudiants locaux et étrangers, une remise en question de la conception de l'aide occidentale pour le développement des pays du Sud global. De fait, en suggérant qu'ils connaissent aussi bien, ou même *mieux* que les Occidentaux, les besoins de leur pays, les onze étudiants vietnamiens touchent un nerf sensible de ceux qui promeuvent une aide internationale à sens unique¹⁰¹. En ce sens, le bras de fer entre les étudiants vietnamiens et les responsables du Plan préfigure la tension entre les organisations pourvoyeuses et les pays receveurs quant à la distribution de l'aide internationale, dont on critiquera la rigidité et l'inadaptation aux situations locales au cours des décennies suivantes¹⁰².

Conclusion

En se penchant sur le cas des étudiants vietnamiens à l'Université de Montréal, nous avons démontré dans cet article que le Plan Colombo a testé les limites de l'hospitalité canadienne en incitant les autorités canadiennes et universitaires à articuler deux exigences : l'une consistait à donner une formation pertinente aux étudiants boursiers; l'autre impliquait de les acculturer afin, en pleine guerre froide—et à un moment où l'aide internationale du Canada était en pleine croissance—de leur insuffler des « valeurs occidentales », particulièrement une éthique du travail capable, selon les responsables, de servir d'antidote à l'inertie et à la désorganisation qu'ils attribuaient à ceux qu'ils nommaient encore les « Orientaux ». Relevant de quatre autorités (celle de leur propre pays, celle du Canada, celle du Plan et celle de leur université d'accueil) dont les objectifs n'étaient pas toujours alignés, les étudiants boursiers ont été soumis à des règles qui réduisaient fortement leur marge de manœuvre. À une époque où dominait encore, à l'université, la doctrine du *in loco parentis*, les conseillers, les administrateurs et les responsables qui s'occupaient d'eux ont adopté diverses approches, certaines plus compréhensives et d'autres plus sévères, pour les orienter. Tout comme d'autres groupes au Canada, les étudiants étrangers ont découvert que l'hospitalité

canadienne était conditionnelle à leur gratitude, qui devait être sans limites, et à la volonté d'accepter toutes les conditions du pays qui les accueille. En ce sens, ils ont mis à l'épreuve la « *self-image of Canada as a humanitarian internationalist power* »¹⁰³, qui rode à cette époque son statut de « *moral superpower* »¹⁰⁴ en misant sur le contraste avec la réputation belliqueuse des États-Unis. Les étudiants étrangers, parce qu'ils sont partie prenante des relations internationales et de leur université d'accueil, constituent des objets privilégiés pour interroger ces étiquettes.

Nous avons montré que du début à la fin des années 1950, de nombreuses transformations dans le monde universitaire et dans l'ordre international ont rendu problématique l'application rigide des règles du Plan Colombo. Au moment où les mouvements de décolonisation prennent leur élan, que les mouvements de jeunesse sont sur le point de s'affirmer et que les règles de l'immigration canadienne s'assouplissent, les étudiants boursiers refusent d'obéir aveuglément à ce qui est attendu d'eux. Ils se regroupent, contestent et exposent les attitudes, parfois ouvertement racistes — l'émeute des étudiants étrangers à l'Université Sir Georges William, en 1969, l'illustre pleinement¹⁰⁵ — à leur égard, tout en refusant d'être réduits à de simples ressources humaines chargées de démontrer la validité du système capitaliste en Asie. Ils font preuve d'agentivité pour revendiquer le respect et pour mettre de l'avant leur statut d'ambassadeurs non officiels de leur pays, à un moment où les relations entre les pays riches et les pays du Sud global, tout en demeurant fortement inégalitaires, sont plus que jamais questionnées.

Notes

- 1 Je tiens à remercier l'équipe des archives de l'Université de Montréal ainsi que la direction de la *Revue d'histoire de l'éducation* pour leur efficacité et leur flexibilité. Je remercie particulièrement l'une des personnes réviseuses de cet article pour ses nombreuses et généreuses suggestions.
- 2 Jill Campbell-Miller, « The Proving Ground: Colombo Plan Fellowship and the Changing Landscape of Health and Education in Canada, 1951–1969 », *Canadian Bulletin of Medical History* 38, n° 1 (2021) : 3.
- 3 Sur les politiques éducatives du Québec dans un cadre international, voir Sami Mesli, « Le développement de la “diplomatie éducative” du Québec », *Globe* 12, n° 1 (2009) : 115–132.
- 4 Sur les réseaux missionnaires en Asie, voir notamment Serge Granger, « China's Decolonization and Missionaries: Québec's Cold War », *Historical Papers*, (2005) <https://doi.org/10.25071/0848-1563.39202>. Sur les réseaux missionnaires ailleurs, voir Catherine Foisy, *Au risque de la conversion. L'expérience québécoise de la mission au XX^e siècle (1945–1980)* (Montréal & Kingston : McGill-Queen's University Press, 2017); et Catherine LeGrand, « L'axe missionnaire catholique entre le Québec et l'Amérique latine. Une exploration préliminaire », *Globe* 12, n° 1 (2009) : 43–66.
- 5 Sur ces enjeux en Asie et le rôle des universitaires, voir David Webster, *Fire and the Full Moon: Canada and Indonesia in a Decolonizing World* (Vancouver: UBC Press, 2010) et Yuxi Liu, *Les relations Québec-Chine à l'heure de la Révolution tranquille* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2022). Sur la diplomatie culturelle, voir Eric Fillion, *Distant Stage. Québec, Brazil, and the Making of Canada's Cultural Diplomacy* (Montréal / Kingston: McGill-Queen's University Press, 2022).

- 6 Sur les enjeux internationaux à l'UdeM, voir Daniel Poitras et Micheline Cambron, *L'Université de Montréal. Une histoire urbaine et internationale* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2023); sur les enjeux idéologiques durant la guerre froide, voir Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation étudiante à l'Université de Montréal au temps de Duplessis* (Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 1997).
- 7 Ce paradoxe a entre autres été soulevé par Sean Mills, *Une place au soleil. Haïti, les Haïtiens et le Québec*, traduit de l'anglais par Hélène Paré (Montréal : Mémoire d'encrier, 2016).
- 8 Parmi une abondante littérature, voir Tamara Myers, « Local actions and global imagining: Youth, International Development, and the Walkathon Phenomenon in Sixties' and Seventies' Canada », *Diplomatic History* 38 (2014) : 282–293; et David Meren, « “Commend me the Yak”: The Colombo Plan, the Inuit of Ungava, and ‘Developing’ Canada's North », *Histoire sociale/Social History* 50, n° 102 (2017) : 343–370.
- 9 Comme l'écrivait Chih-Ming Wang, le « temporary and transient status as “foreign students” thus makes them curious yet ambiguous » (*Transpacific Articulations: Student Migration and the Remaking of Asian America* (Honolulu: University of Hawai'i Press, 2013)). Sur de récentes études sur les étudiants étrangers au Canada, voir Campbell-Miller, « The Proving Ground » ; Dale M. McCartney, « Inventing International Students: Exploring Discourses in International Student Policy Talk, 1945–75 », *Historical Studies in Education* 28, n° 2 (2016) : 1–27; Daniel Poitras, « Welcoming International and Foreign Students in Canada : Friendly Relations with Overseas Students (FROS) at the University of Toronto, 1951–68 », *Canadian Historical Review* 100, n° 1 (2019) : 22–45 ; James D. Cameron, « International Student Integration into the Canadian University: A Post-World War Two Historical Case Study », *History of Intellectual Culture* 6, n° 1 (2006) : 1–17. Sur le rôle des étudiants étrangers dans l'émeute de l'Université Sir George Williams, voir David Austin, *Fear of a Black Nation: race, sex, and security in sixties Montreal* (Toronto: Between the Lines, 2013).
- 10 Ils se distinguent à cet égard des étudiants réfugiés étudiés par Laura Madokoro « The Refugee ritual: Sopron students in Canada », *Journal of the Canadian Historical Association* 19, n° 1 (2008) : 253–278.
- 11 C'est le cas de l'étudiant haïtien Philippe Cantave au Québec. Voir Mills, *Une place au soleil*, 34–38.
- 12 Campbell-Miller, « The Proving Ground », 9.
- 13 Sur ces enjeux temporels, voir Reinhart Koselleck, *Future Pasts: On the Semantics of Historical Time* (Boston: The MIT Press, 1990).
- 14 David Webster, « Development advisors in a time of cold war and decolonization: the United Nations Technical Assistance Administration », *Journal of Global History* 6, n° 2 (2011) : 251.
- 15 Notons que les étudiants boursiers du Plan Colombo ne forment qu'une petite partie de l'ensemble des étudiants étrangers. On retrouve à l'UdeM 116 étudiants étrangers en 1947–1948, 254 en 1952–1953, 393 en 1958–1959, 777 en 1963–1964 et 1055 en 1966–1967 (Tiré du Bureau d'immatriculation, 18 juin 1953, Archives de l'UdeM, D35/A1,123 et *Statistiques de l'Université de Montréal* (GD043) pour les années mentionnées).
- 16 Irénée Lussier à Nguyen Quang Trinh, 16 septembre 1958, Archives de l'UdeM, D35/A1.6.
- 17 J.-A. Macdonald à Lortie, 8 octobre 1953, Archives de l'UdeM, D35/7,49.
- 18 Léon Lortie à Lussier, 1^{er} mars 1957, Archives de l'UdeM, D35/7,156.
- 19 Voir Martine Gayral-Taminh, « Une immigration invisible, gage d'intégration ? Récits de vie d'étudiants vietnamiens émigrés en France dans les années 1955–1970 », *Ethnologie française* 39, n° 4 (2009) : 721–732.

- 20 Voir Poitras et Cambron, *L'Université de Montréal*.
- 21 Procès-verbal du Conseil des gouverneurs de l'UdeM, 7 décembre 1959, Archives de l'UdeM.
- 22 Cette peur n'est bien sûr pas fondée, les étudiants étrangers devant pour la plupart retourner dans leur pays. Néanmoins, le doyen de la Faculté de pharmacie refuse l'inscription en bonne et due forme de trois étudiants cambodgiens; il propose bien de les accueillir, mais sans leur donner un diplôme une fois leurs études complétées! Il faut une longue lettre de Léon Lortie pour le convaincre de céder, mais à condition que « leur baccalauréat ne leur permett[e] [pas] le droit de pratique dans la province de Québec. » (Larose à Lortie, 12 juin 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6).
- 23 Valerie Knowles, *Strangers at Our Gates: Canadian Immigration and Immigration Policy, 1540–2006* (Toronto: Dundurn, 2006), 137 et suivantes.
- 24 Voir par exemple Edward Dunsworth, « Race, Exclusion, and Archival Silences in the Seasonal Migration of Tobacco Workers from the Southern United States to Ontario », *Canadian Historical Review* 99, n° 4 (2018) : 563–593.
- 25 Lire par exemple Vu Huu Quang, « Peut-on comprendre le métèque? », *Quartier latin*, 27 septembre 1962.
- 26 Madokoro, « The Refugee Ritual ».
- 27 Les jeunes chercheurs (cycles supérieurs) reçoivent 150 \$ d'allocation par mois et les chercheurs plus expérimentés 250 \$. Lorsqu'on élargira, en 1956, le plan aux étudiants du premier cycle, ceux-ci recevront 100 \$.
- 28 O.E. Ault à Lortie, 23 juin 1951, Archives de l'UdeM, D35/1,18.
- 29 Marcel Cloutier, « Rapport d'un comité d'études sur le travail d'été pour les étudiants du Plan Colombo », 15 avril 1964, Archives de l'UdeM, D35/A1,9.
- 30 Le congrès est résumé par E. F. Sheffield, du Collège Carleton, dans une lettre à P.T. Baldwin, le 11 décembre 1953. Archives de l'UdeM, D35/A1,123.
- 31 P.T. Baldwin à E. F. Sheffield, 8 janvier 1954, Archives de l'UdeM, D35/A1,123.
- 32 Voir Michel Lacroix, *L'invention des retours d'Europe* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2014).
- 33 J. T. Hobart à Lortie, 16 octobre 1958, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 34 Voir Poitras et Cambron, « Contestation et militantisme », dans *L'Université de Montréal*.
- 35 Johannes Fabian, *Le temps et les autres. Comment l'anthropologie construit son objet* (Toulouse : Anacharsis, 2006).
- 36 Voir Catherine Larochelle, *L'école du racisme. La construction de l'altérité à l'école québécoise (1830–1915)* (Montréal : PUM, 2021).
- 37 Voir Timothy J. Stanley, *Contesting White Supremacy: School Segregation, Anti-Racism, and the Making of Chinese Canadians* (Vancouver: UBC Press, 2011).
- 38 Sur la dimension universitaire de cet épisode, consulter Elaine Bernard, « A University at War: Japanese Canadians at UBC during World War II », *BC Studies* 35 (1977) : 36–55.
- 39 Voir Granger, « China's Decolonization and Missionaries ». De retour au pays, ces missionnaires propageront certaines représentations anti-communistes et certains préjugés raciaux, tout comme ce fut le cas chez les missionnaires oeuvrant en Haïti (Mills, *Une place au soleil*).
- 40 Steven Hugh Lee, *Outposts of Empire. Korea, Vietnam, and the Origins of the Cold War in Asia, 1949–1954* (Montréal/Kingston: McGill-Queen's University Press, 1995), 86.
- 41 Anonyme, « Gala japonais », *Quartier latin*, 20 octobre 1950.
- 42 Voir Neatby, *Carabins ou activistes?*
- 43 Voir Ruth Compton Brouwer, *Canada's Global Villagers: CUSO in Development 1961–1968* (Vancouver: UBC Press, 2013); Foisy, *Au risque de la conversion*.

- 44 David Webster, « Mental maps and Canada's post-war Asian policy », *International Journal: Canada's journal of Global Policy Analysis* 75, n°4 (2020).
- 45 Pierre Demers à Ian A. Hodson, 22 février 1955, Archives de l'UdeM, D35/7.117.
- 46 Dinh Hoang Diêp au Service de l'Aumônerie, 22 mars 1959, Archives de l'UdeM, D35/1.6.
- 47 Le titre, qui n'est pas toujours officiel, apparaît d'abord au Canada anglais avec l'expression *foreign* ou de *overseas students adviser*. Il est de toute évidence emprunté aux États-Unis.
- 48 Voir Poitras, « Welcoming International and Foreign Students in Canada ».
- 49 Furman A. Bridgers, « The role of the foreign student adviser ». Archives de l'Université de Toronto, FROS-A81-0031-033.
- 50 Lortie à W. D. Mills, 5 décembre 1952, Archives de l'UdeM, D35/7,27.
- 51 C'est également le constat que faisait Campbell-Miller à propos des responsables des programmes en santé, qui se sont montrés sensibles aux difficultés des étudiants boursiers (« The Proving Ground », 20).
- 52 Plante à Le Thien Ngo et Le Tuong Khanh, 8 octobre 1958, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 53 Lortie à Plante, 9 octobre 1958, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 54 Voir Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal : les campagnes de moralité publique, 1940–1954* (Montréal : Septentrion, 2014).
- 55 Lionel Lemay à Roger Gaudry, 2 mars 1966, Archives de l'UdeM, D1-937-1.
- 56 Lortie à Marc Jarry, 13 juin 1958, Archives de l'UdeM, D35/7,253.
- 57 En 1952, pour Radio-Collège (une émission radiophonique de vulgarisation universitaire), Lortie avait également piloté un programme intitulé « Grandeur et rayonnement du Canada ».
- 58 McCarthey, « Inventing International Students », 5.
- 59 « Address given by A. J. Earp », Archives de l'Université de Toronto, FROS-A81-0031-047.
- 60 *Bulletin du Service canadien pour les étudiants et les stagiaires d'outre-mer*, 17 (novembre 1968).
- 61 Sur les étudiantes locales, voir Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895–1960* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2008).
- 62 *Statistiques de l'Université de Montréal* (GD043) pour les années mentionnées.
- 63 Plante à Lortie, 13 juillet 1959, Archives de l'UdeM, D35/A.1,7.
- 64 Lortie à Plante, 28 juillet 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 65 Voir Hébert, *Impatient d'être soi-même*.
- 66 Lettre de Phan Van Tao, sous-directeur du Plan, République du Vietnam, (non adressée), 7 octobre 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 67 En investissant ces ressources, les dirigeants américains espèrent que le « *development along liberal, capitalist lines could alleviate poverty and raise living standards at least as fast as revolutionary and Marxist alternatives* ». Michael E. Latham, *Modernization as Ideology* (Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press, 2000), 28.
- 68 Victor Levant, *Quiet Complicity. Canadian Involvement in the Vietnam War* (Toronto: Between The Lines, 1986), 66.
- 69 Madame Ho-Van-Hap à Lortie, 10 octobre 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 70 Lortie à Plante, 16 février 1960, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 71 Mémoire de Hobart, 11 septembre 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 72 Campbell-Miller, « Proving Ground », 21.
- 73 Monsieur Ho-Van-Hap à Lortie, 27 février 1960, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 74 André Archambault à Lortie, 2 mars 1960, Archives de l'UdeM, D35/A1,7.
- 75 On retrouve un portrait d'elle et un récit de son séjour dans « Alice Ho-Van-Hap », *L'Action : quotidien catholique*, 17 février 1966.

- 76 Plante à un étudiant non-mentionné, 1^e mai 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 77 Vo-Duo-Dien, Ngyen-Kim-Hien *et. al.* à Plante, 21 mai 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 78 Vo-Duo-Dien, Ngyen-Kim-Hien *et. al.* à Plante, 21 mai 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 79 J. T. Hobart aux étudiants vietnamiens, 1^{er} juin 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 80 Meren, « “Commend me the Yak” », 351.
- 81 Levant, *Quiet complicity*, 69.
- 82 Hobart aux étudiants vietnamiens du Plan Colombo, 1^e juin 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 83 Nous pouvons présumer qu'ils se sont effectivement excusés à Plante, puisque plusieurs d'entre eux ont poursuivi leurs études et reçu un diplôme de l'UdeM au cours des années suivantes.
- 84 Lortie à Alf.-F Roger Larose, 28 mai 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 85 Il s'agit peut-être de Robert Garry, professeur de géographie à l'UdeM, qui avait travaillé pour le gouvernement d'Indochine. Lettre de Minville, (non adressée), 18 février 1960, Archives de l'UdeM, D35/A1,6. Il n'est pas banal de constater que Minville, catholique et anti-communiste affirmé, était également un économiste engagé dans le développement économique et rural du Québec.
- 86 Paul Martin, « Speech at the annual conference of the Canadian Service for overseas students and trainees », [1964?], Archives de l'Université de Toronto, FROS-A81-0031-41B.
- 87 Les étudiants vietnamiens à Hobart, 19 juin 1959, Archives de l'UdeM, D35/A1,6.
- 88 Diether Breitenbach et Dieter Danckwortt, « A study on the role as cultural carriers of Eastern students having completed their university education in the west », UNESCO, 1962.
- 89 Voir Poitras et Cambron, « Vers un campus international », dans *L'Université de Montréal*.
- 90 L'expression apparaît au cours de l'entre-deux-guerres. Voir Mary A. Thompson, *Unofficial ambassadors: The story of international student service* (New York: YMCA, 1983).
- 91 Lortie à Plante, 7 octobre 1958, Archives de l'UdeM, D35/A1,6
- 92 Par la suite, les étudiants étrangers deviendront des enjeux débattus dans l'arène parlementaire. McCartney, « Inventing International Students ».
- 93 Voir Sasha Mullally and David Wright, « Connecting to Canada: Experiences of the South Asian Medical Diaspora during the 1960s and 1970s », dans Laurence Monnais and David Wright (dir.), *Doctors beyond Borders: The Transnational Migration of Physicians in the Twentieth Century* (Toronto: University of Toronto Press, 2016), 236.
- 94 Anonyme, « Quand le ministère de l'Immigration décide de briser une famille... », *Quartier latin*, 14 mars 1967.
- 95 Voir Daniel Poitras, « *Les métèques grondent dans la cité*. Les étudiants étrangers face au syndicalisme étudiant au Québec (1954–1968) », *Recherches sociographiques* 58, n° 3 (2017) : 629–665.
- 96 Voir Poitras, « *Les métèques grondent dans la cité* ».
- 97 C'est d'ailleurs un étudiant étranger belge, Georges Schoeters, qui sera l'un des introducteurs des théories de la décolonisation sur le campus. Après des séjours à Cuba et en Algérie, Schoeters sera l'un des fondateurs du Front de libération du Québec (FLQ).
- 98 Pour une perspective générale, voir Sean Mills, *Contester l'empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963–1972* (Montréal : Hurtubise, 2011).
- 99 Notamment à propos des pays africains. Pierre Lefrançois, « Les Africains doivent solutionner eux-mêmes leurs problèmes », *Quartier latin*, 18 février 1965.

- 100 Voir Jean Lamarre, *Le mouvement étudiant québécois des années 1960 et ses relations avec le mouvement international* (Montréal : Septentrion, 2017).
- 101 David Meren a démontré comment les discussions autour de l'introduction du yak (un ruminant de l'Inde) au Canada dans le cadre du Plan Colombo, afin de « développer » le territoire des Inuits de l'Ungava, avait soulevé malaise et refus chez les autorités et les journalistes (« “Commend me the Yak” »).
- 102 Pour une perspective critique de l'aide internationale du Canada à cette époque, voir Greg Donaghy et David Webster (dir.), *A Samaritan State: Revisited. Historical Perspective on Canadian Foreign Aid* (Calgary: University of Calgary Press, 2019).
- 103 David Webster, *Fire and the Full Moon*, 9.
- 104 Norman Hillmer, *Peacekeeping and the Moral Superpower* (Ottawa: Carleton University, Marston LaFrance Lecture Series, 9 mars 1999).
- 105 Voir Austin, *Fear of a Black Nation*.